

et au développement dans le domaine militaire. Le gouvernement redresse la situation aujourd'hui et traite sur un pied d'égalité les secteurs militaire et non militaire. Nous n'accordons pas d'avantage particulier au secteur militaire et nous n'encourageons pas de dépenses plus grandes dans ce secteur que dans l'autre, comme nous le faisons avant, et je félicite le ministre ainsi que le gouvernement de ce changement.

L'unique autre disposition que le gouvernement devrait prendre serait de se retirer complètement du domaine de la recherche et du développement dans le secteur militaire. Il est temps, me semble-t-il, que le Canada se joigne à d'autres pays et prenne cette initiative hardie. Disons au monde que nous allons cesser cette activité et consacrer toutes nos ressources financières à la recherche et au développement dans le secteur non militaire. C'est tout ce que j'ai à dire, monsieur l'Orateur. J'attends avec impatience la réponse du ministre.

M. Bruce Howard (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, je voudrais faire quelques remarques au sujet du bill tendant à modifier la loi stimulant la recherche et le développement scientifiques que nous examinons ce soir, car il s'agit, à mon sens, d'une mesure extrêmement importante en ce qui concerne le développement du commerce au Canada. J'ai écouté ce qu'a dit le représentant d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) et j'ai été plutôt surpris par certains de ces arguments circulaires...

M. Broadbent: Lesquels par exemple?

M. Howard: Il nous dit que si les crédits destinés à la recherche n'avaient pas été débloqués par le gouvernement, le programme aurait été lancé quand même. J'ai quelque peine à comprendre comment le député a pu être présent dans la salle du conseil au moment où l'on a décidé d'aller de l'avant avec les recherches; a-t-on pris cette décision parce que le gouvernement offrait son aide? Il est difficile pour quiconque d'entre nous de connaître les données exactes sur lesquelles a reposé la décision, mais nous savons que la recherche sur le développement industriel s'étend au Canada. C'est l'objectif que s'est fixé le gouvernement en prévoyant cette assistance.

Le député a parlé du problème de l'expansion de l'industrie américaine au Canada et de l'avantage que lui procure son programme de recherche. Je reviendrai là-dessus tout à l'heure, mais je pense que c'est exactement ce que cette mesure essaie de corriger. Si le Canada veut être tant soit peu maître de son économie, il lui faut des industries qui sont à

l'avant-garde en matière de dépôt de brevets et de recherche industrielle.

Il convient, je pense, en étudiant ces changements, de commenter et d'examiner globalement le thème de la recherche industrielle au Canada. L'exportation est la clé d'une saine économie canadienne. Il importe donc que les Canadiens soient au courant des changements qui se sont produits dans notre économie depuis quelques années. A une époque, une grande partie de notre population gagnait sa vie en cultivant la terre. A l'heure actuelle, seulement 7 p. 100 des Canadiens sont agriculteurs. Pour remplacer l'économie rurale, nous avons dû investir de plus en plus dans l'extraction de matières premières et la vente de celles-ci au pays et à l'étranger, de même que dans la formation d'une main-d'œuvre dans les industries de fabrication. A l'heure actuelle, 23 p. 100 de nos travailleurs sont employés dans ces industries et 75 p. 100 de nos exportations viennent de ce secteur.

Les Canadiens ont l'énorme avantage de disposer d'abondantes réserves de matières premières; mais cela comporte aussi de très graves inconvénients. Notre faible population nous oblige à pratiquer une politique commerciale agressive à l'échelle mondiale pour survivre. Des moyens de production massive exigent des marchés massifs, et la seule façon pour nous d'en obtenir une part est de nous introduire dans des marchés détenus par d'autres pays. Pour y parvenir, il nous faut une production moderne et distinctive. Il ne nous est pas possible d'entrer dans la compétition grâce à une main-d'œuvre à bon marché car nous ne l'avons pas, et nous n'avons pas non plus d'important marché national qui absorberait les frais initiaux de production.

D'après les commerçants, un produit nouvellement introduit sur le marché actuel aura une vie moyenne de cinq ans seulement avant d'être dépassé. Pour qu'un nouveau produit soit prêt au bon moment, il est nécessaire au fabricant de se livrer à une somme considérable de recherches et de mise au point. Jusqu'ici, bon nombre de pays, dont le Canada, ont consacré peu d'argent aux recherches sur les produits. Selon John Kenneth Galbraith, l'industrie américaine tirerait sa force du fait que des Américains réalisent 95 p. 100 des recherches sur les produits, alors que les autres pays libres du monde n'en accomplissent que 5 p. 100. Ainsi, l'industrie américaine jouit d'un avantage concurrentiel énorme et cela lui permet de créer partout au monde des industries satellites qui produisent des marchandises conçues par des Américains, emploient de la main-d'œuvre américaine et rapportent des revenus à des Américains. Le Canada est l'un des pays qui s'en est senti.